

TRIBUNE

A
L
G
E
R
I
E
N
N
E

POUR LA

CONSTITUANTE
ALGERIENNE

- sommaire -

EDITORIAL

- ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE OU
CONSTITUANTE SOUVERAINE ?

- U.G.T.A : Déclaration d'un res-
ponsable "il faut la dé-
mocratie politique !".
- quand les communaux
d'Oran s'occupent de
leurs affaires !

- DOSSIER

- BOUMEDIENNE EST-IL ANTI-IMPERIALISTE
- Sommet de l'OUA
- Franco tue, B. s'est tu !
- Angola, les virages de
BOUMEDIENNE !

- QUELQUES QUESTIONS AUX MILITANTS
DU P.A.G.S
Etc... Etc...

3f

corresp^{ce} : s.e.l.i.o

87 R. du Fbg S^t DENIS
75010-PARIS-

N° 4 Octobre 75

.. abonnement ..

D'ici à Juillet 76 paraîtront 6 N^{os} de "TRIBUNE ALGERIENE"

+ 10 N^{os} de "TRIBUNE - ARGUMENTS" (supplément ronéoté

paraissant le 15 de chaque mois). LES 16 N^{os} 40^F

en plus cette fiche. y joindre un chèque postal ou bancaire.

à renvoyer à SELIO. 87 Rue du Fgb St Denis 75010. PARIS

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

ASSEMBLEE NATIONALE POPULAIRE

OU

CONSTITUANTE SOUVERAINE ?

Dans son discours du 19 juin 1975, BOUMEDIENNE a tiré le bilan de la décennie écoulée ! Selon lui, cette décade est marquée par la construction "d'une économie nationale indépendante, solide et prospère" et celle d'un Etat démocratique et populaire. Puis il ajoutait :

" L'étape ouverte par l'événement historique du 19 juin 1965, lequel a certes surpris certaines gens, est à présent terminée. "

Pourtant, aucun des problèmes fondamentaux posés par l'indépendance du pays : disparités régionales, chômage massif, crise aigüe du logement, des transports, émigration, libertés démocratiques, amélioration du niveau de vie des masses ... n'a été résolu.

Pour l'économie "indépendante", il suffit d'indiquer que les exportations de l'Algérie sont constituées, pour 90 %, par les hydrocarbures et que l'Algérie doit tout importer : usines, produits fabriqués, matières premières, alimentation (45 % des importations pour les céréales, le sucre et les oléagineux !)

Chaque travailleur dont le salaire reste bloqué sait bien, quand il voit les prix monter et les étalages se vider, que ce ne sont pas les masses qui consomment trop, mais que c'est la production qui est insuffisante, c'est-à-dire que "la révolution agraire" n'est pas accomplie.

Chaque émigré, chaque femme, jeune ou chômeur, sait bien que la révolution industrielle n'est pas faite puisqu'il est sans emploi ou exilé !

Et chaque Algérien constate que les libertés démocratiques essentielles : liberté de la presse, liberté d'expression, de réunion et d'association ... n'existent pas !

" OUVERTURE DEMOCRATIQUE " OU CRISE DU REGIME ?

On ne peut donc pas considérer les mesures annoncées le 19 juin : la tenue d'un prochain Congrès du F.L.N., des élections pour une Assemblée Nationale Populaire et l'élection d'un Président de la République, comme le résultat fondé d'une politique, mais comme l'aveu de la faillite des méthodes de gouvernement employées depuis le putsch de Juin 1965.

Dans l'immédiat, BOUMEDIENNE annonce la création d'une Commission Nationale chargée d'élaborer un projet de Charte Nationale qui

" fera l'objet d'une large discussion par les masses populaires. Le débat sera ouvert à toutes les opinions et à toutes les idées dans la liberté la plus totale ...

" ... Au préalable, il sera organisé des discussions qui permettront à chacun d'exprimer son point de vue, de dire, par exemple :

" " Je suis pour telle idée ou tel choix non contenu dans la Charte, au plan de la philosophie ou de la politique générale, voire de l'option fondamentale du pays et de la Révolution ... " "

Nous l'avons dit : aucun des problèmes posés par l'indépendance n'a trouvé de véritable solution. Alors pourquoi ce tournant brusque ? Pourquoi revenir à des institutions que BOUMEDIENNE a démantelées en juin 1965 ?

Pourquoi BOUMEDIENNE parle-t-il d'une Assemblée Nationale Populaire en juin 1975 alors qu'en Février 1975, pour avoir défendu cette même orientation, MEDEGHRI a été assassiné ?

BOUMEDIENNE serait-il devenu, en vieillissant, un démocrate ?

En dehors de la direction du P.A.G.S., affolée par la nouvelle orientation du ZATM, chaque Algérien sait bien que l'équipe installée par le coup d'Etat : les ABDESSELAM, KATD AHMED, CHERIF BELKACEM, BOUTEFLIKA ..., sont des bourgeois et que le régime dont BOUMEDIENNE est le dirigeant, défend les intérêts de la classe bourgeoise et non pas ceux du prolétariat ou de la paysannerie pauvre.

C'est bien en effet cette classe, partie composante de la bourgeoisie mondiale, qui détient la réalité du pouvoir économique, même si cette classe dominante débile a été amenée à déléguer une large partie de son pouvoir politique à BOUMEDIENNE et à la clique des colonels de l'A.N.P.

Il est absurde d'imaginer que le discours de BOUMEDIENNE soit l'expression d'une conception plus "populaire", plus démocratique, qui serait née lors des rencontres avec les fellahs ou lors des entretiens avec les étudiants.

La réalité, c'est que ce discours exprime à son plus haut niveau la crise de la classe bourgeoise et de son Etat, qui n'ont pas su donner aux masses le travail, le pain et les libertés pour lesquels elles avaient combattu. C'est aussi l'expression de l'affolement de la clique dirigeante devant l'imminence de la crise sociale et politique en Algérie.

Par ailleurs, ce discours exprime le fait que la direction installée au pouvoir par la force en juin 1965 ne peut plus utiliser les mêmes méthodes politiques pour perpétuer sa domination.

En effet, au fil des ans, le Conseil de la Révolution s'est décomposé. Tous les membres qui constituaient en son sein les délégués des anciennes wilayas de l'intérieur : Tahar ZBIRI, Mohand ou el HADJ, Salah BOUBNIDER, Youssef KHATIB, CHAABANI, ... ont été éliminés.

Le pouvoir s'est trouvé concentré entre les mains du "groupe d'OUDDJA" : Ali MENDJLI, KAID AHMED, CHERIF BELKACEM, BOUTEFLIKA, MEDEGHRI s'appuyant sur l'appareil militaire forgé au Maroc et en Tunisie.

Mais ce groupe s'est lui-même décomposé après le retrait de MENDJLI, le passage à "l'opposition" de KAID AHMED, la radiation de BELKACEM et la liquidation de MEDEGHRI.

La nouvelle promotion des colonels ne régénère pas le vieux Conseil, mais introduit en son sein de nouvelles contradictions. BOUMEDIENNE gouverne seul, à un moment où les masses n'acceptent plus, ni les conditions de vie misérable, ni l'absence des libertés démocratiques.

LENINE expliquait que la révolution commence lorsqu'en bas on ne veut plus et qu'en haut on ne peut plus.

En bas, depuis la grève générale de la S.N.S. de KOUBA et la C.N.J.A., les travailleurs et la jeunesse n'acceptent plus. En haut, chaque jour, le pouvoir révèle son impuissance à régler les problèmes du ravitaillement, des transports, du logement ...

QUELLE CHARTE NATIONALE ?

BOUMEDIENNE est conscient du fait que l'isolement de son pouvoir conduit à une explosion sociale, qui risque de balayer son régime.

Il est conscient qu'un affrontement sanglant entre les masses et l'A.N.P., dont les cadres sont discrédités dans le pays, aboutirait à la décomposition de l'armée et à la liquidation de son régime, car BOUMEDIENNE sait, beaucoup mieux que les colonels qui parlent ouvertement de répression sanglante, que la révolution algérienne n'a pas subi de défaite majeure depuis 1962. Après la terrible épreuve de la guerre de libération, les masses ont éprouvé le besoin de souffler et elles ont toléré le régime de BEN BELLA et de son successeur. Mais elles n'ont pas donné à BOUMEDIENNE qui gouverne depuis 10 ans, un mandat perpétuel et "notre Président" le sait bien.

Mais, d'autre part, il redoute de voir les masses se saisir des élections à l'Assemblée Nationale pour s'organiser et balayer les institutions nées du putsch de 1965. Et c'est pourquoi son discours est pétri de contradictions. Ainsi, on insiste sur le caractère démocratique de la charte, mais pour ajouter aussitôt après que la Charte "devra refléter la doctrine du parti", aborder les trois révolutions : agraire, industrielle et culturelle ...

Curieuse conception de la démocratie que celle qui consiste à donner la parole au peuple à la seule condition qu'il soit d'accord avec ses dirigeants !

Et comment la Charte pourra-t-elle refléter la doctrine du F.L.N., puisque BOUMEDIENNE déclare dans ce discours que le Congrès de 1964 fut "une caricature du Congrès du Parti" et qu'il n'y a rien eu depuis ?

Soit le peuple a la parole et, dans ce cas, il peut débattre de tous les problèmes, soit il n'est pas encore majeur et il n'est autorisé qu'à commenter les discours de BOUMEDIENNE, la seule incarnation du parti et du peuple, travail déjà facilité par le recueil des discours de BOUMEDIENNE publié à la S.N.E.D.

BOUMEDIENNE l'a dit : "La période des années 1955-75 est terminée."

Elle est terminée parce que la bourgeoisie algérienne et son Etat ont été incapables de résoudre les problèmes posés par l'indépendance.

Elle est terminée parce que la lutte des classes a pris, depuis un an, un caractère aigu. A partir de la grève générale de la S.N.S. de KOUBA, les travailleurs ont cherché à s'organiser en classe, à faire de l'U.G.T.A. une centrale syndicale indépendante du F.L.N. et du pouvoir. De même, les étudiants se sont engagés sur la voie de la création d'une organisation de la jeunesse indépendante de l'Etat.

C'est à partir de l'analyse de ce mouvement des masses et de la jeunesse que nous avons expliqué dans "TRIBUNE ALGERIENNE" N° 2 et 3, qu'une nouvelle période s'ouvrirait en Algérie : celle de l'organisation des travailleurs et de la jeunesse en vue de l'affrontement avec le régime militaro-policié actuel.

BOUMEDIENNE a fixé des échéances : avant juin 1976 se tiendra le Congrès du F.L.N. préparé par une très large discussion démocratique sur la Charte Nationale et le pays sera doté d'une Assemblée Nationale Populaire élue au suffrage universel.

Mais plus de quatre mois ont passé et le débat démocratique n'a pas encore commencé ! Et la création d'une sous-commission de la Charte Nationale au sein de l'U.N.J.A., comme de l'U.G.T.A., désignées l'une et l'autre par le pouvoir, augurent mal de l'avenir démocratique de ce débat.

Il est évident que le pouvoir déchiré par ses contradictions internes, ne s'avance dans cette voie qu'avec beaucoup d'inquiétude et il n'est pas exclu que, prétextant un événement de la politique intérieure ou internationale, le pouvoir ne renvoie aux calendes grecques les élections à l'Assemblée Nationale.

Dans la mesure où BOUMEDIENNE déclare que toutes les opinions pourront s'exprimer, il va de soi que ces opinions pourront s'exprimer dans la presse nationale, la radio et la télévision. Cela suppose que les libertés fondamentales : droit de presse, de réunion, d'expression, d'organisation ... seront totalement rétablies !

Par exemple, il serait normal que, pour tirer le bilan de la guerre de libération, tous ceux qui ont contribué à forger le mouvement ouvrier et nationaliste (anciens du M.N.A., du F.L.N., du P.C.A., de l'U.G.T.A., etc...) puissent s'exprimer !

Ainsi seraient créées les premières conditions d'un renouveau de la vie politique en Algérie qui devrait aborder tous les problèmes et être ouvert à tous les travailleurs, les paysans, la jeunesse, les femmes ...

QUEL CONGRES DU F.L.N. ?

BOUMEDIENNE a dit, dans son discours, que le Congrès du F.L.N. de 1964 avait été "une caricature de Congrès".

Pourtant, il n'a jamais émis de protestation à l'époque et il a accepté d'être élu au Comité Central et au Bureau Politique par ce Congrès fantôme.

Depuis, non seulement le F.L.N. n'a jamais tenu de Congrès, mais les dirigeants désignés par lui, KAID AHMED et CHERIF BELKACEM, n'ont pas su en faire un parti démocratique, puisque BOUMEDIENNE lui-même a déclaré à plusieurs reprises que le F.L.N. était un "parti de notables".

Tenir un Congrès véritable du F.L.N., cela ne suppose-t-il pas que les libertés démocratiques existent, non seulement pour les courants qui ont formé le Front, mais pour tous les courants politiques.

Certains, comme le P.A.G.S., voudraient nous faire croire que le Congrès prochain du F.L.N. est l'événement capital de ce "processus de démocratisation". Cela suppose une conception curieuse de la démocratie en Algérie : le pouvoir désignerait des commissions de la Charte dans toutes les organisations nationales : U.G.T.A., U.N.J.A. ; la charte ratifiée, elle servirait de document pour le Congrès du F.L.N. et les meilleurs combattants de cette Charte seraient les élus du F.L.N. et de l'Assemblée Nationale, tout cela sous le contrôle de l'A.N.P. qui assurerait "la continuité révolutionnaire" ...

Pour la paysannerie pauvre, le prolétariat, la jeunesse, les soldats, les femmes, ce qui est essentiel ce n'est pas le Congrès du F.L.N., parti de bureaucrates et de carriéristes, devenu un rouage de l'appareil d'Etat et qui restera, quels que soient les changements, ce qu'il a toujours été : un parti bourgeois.

Ce qui est essentiel pour les masses, ce sont les libertés démocratiques : la liberté de presse, de réunion, d'association, d'expression ...

LA PAROLE AUX TRAVAILLEURS, AUX FEMMES, A LA JEUNESSE !

Les deux commissions de la Charte Nationale (U.N.J.A. et U.G.T.A.) désignées par le pouvoir, se sont limitées, depuis 3 ou 4 mois, à présenter sous des formes accessibles les slogans de la propagande officielle.

On se limite à des commentaires respectueux des sourates de BOUMEDIENNE, au lieu de partir des problèmes réels des classes laborieuses et de la jeunesse.

Puisque la période des années 1965-75 est terminée, n'est-il pas temps de donner la parole aux travailleurs, aux femmes, aux fellahs, à la jeunesse ?

La Charte Nationale ne peut être un document rédigé par les tenants du pouvoir et ratifié par le peuple par un "referendum". La Charte doit être élaborée démocratiquement par le peuple !

.. / .

Les paysans pauvres devraient pouvoir se réunir dans chaque douar, mechta ou village, élaborer, en dehors des dirigeants du F.L.N. ou de l'A.N.P., leurs cahiers de revendications et élire leurs délégués qui se réuniraient au niveau de la daïra, qui désigneraient leurs députés au niveau de la wilaya, les délégués désignés au niveau national étant les élus de la paysannerie pauvre et les documents adoptés formant le texte de la Charte de la paysannerie pauvre algérienne.

N'aurait-on pas, à la fois, la représentation démocratique et un document sérieux sur la paysannerie algérienne, ses difficultés, ses problèmes, ses revendications ?

Les travailleurs des sociétés nationales ne pourraient-ils pas rédiger, mieux que ne le font les P.D.G. ou bureaucrates, leurs propres cahiers de revendications et élire leurs députés ?

Les jeunes, les femmes, ne pourraient-ils pas agir de même et élire leurs députés ?

Les soldats ne pourraient-ils pas élire leurs députés choisis dans leurs rangs ?

Cela est possible ! Cela est nécessaire !

Que l'on rétablisse les libertés fondamentales et l'on assistera à un essor extraordinaire de la vie politique en Algérie.

POUR L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

BOUMEDIENNE n'a pas précisé quels seraient les pouvoirs des députés qui, à l'Assemblée Nationale, représenteront la paysannerie, le prolétariat, les femmes, la jeunesse.

Dans la mesure où ils seront l'expression démocratique du pays, il détiendraient de ce fait, et normalement, tous les pouvoirs. Cela veut dire que l'Assemblée Nationale Populaire dont parle BOUMEDIENNE ne peut être que l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE.

C'est à cette Assemblée Constituante que reviendra la tâche d'élaborer une Constitution pour le pays, de désigner en son sein un gouvernement responsable devant elle, de veiller au respect des libertés démocratiques préalablement rétablies ...

C'est cette bataille que lance "TRIBUNE ALGERIENNE" avec tous les militants, partis ou groupes qui sont d'accord sur cette orientation.

DOCUMENT

FEDERATION DES PORTS ET DOCKS DE L'U.G.T.A. :

" IL FAUT LA DEMOCRATIE POLITIQUE ! "

La Fédération des Ports et Docks de l'U.G.T.A. est traditionnellement une Fédération importante dans l'histoire du mouvement ouvrier algérien. La grève qui s'est déroulée en février 75 lors du désengagement du port d'Alger constitue un moment important dans la lutte des classes en Algérie. C'est pourquoi nous tenons à reproduire des extraits de l'intervention du secrétaire de l'U.G.T.A. de cette Fédération, faite à la Réunion de Coordination Fédérations-Union de Wilayas (23-24 octobre 1974).

OUKALI Saïd dénonce la paralysie des ports, due à l'engorgement :

" ... si l'on se réfère aux seules statistiques du Port d'Alger, on constate que plus de 50 milliards de marchandises sont jetées ça et là aux intempéries et aux vols : pour ce seul chapitre, la perte que subit le pays à l'échelle nationale peut être évaluée à plusieurs milliards.
" A cela s'ajoutent d'importantes sommes que supporte l'économie du pays par le paiement de la sure-taire aux bateaux qui restent en rade par suite de manque de poste à quai et pour la taxe de séjour prolongée. Cette situation alarmante qui porte un grave préjudice à l'économie du pays, a engendré un grand malaise au sein de notre corporation, car les ouvriers qui, actuellement, travaillent sans aucune garantie de sécurité, d'hygiène les plus élémentaires, ne comprennent pas qu'aucune mesure n'a été prise pour mettre fin à cette situation dont souffre l'économie du pays, alors qu'on leur demande des efforts supplémentaires pour augmenter la production."

Suit une critique des mesures prises par le pouvoir d'intégration des dockers au sein de la Société Nationale SO.NA.MA. (aucun service social, conditions de travail devenues plus pénibles par suite de la réduction de la composition des équipes. ...)

Mais comment est-il possible à la fois de défendre les intérêts des travailleurs et la politique bourgeoise de BOUMEDIENNE : mobilisation des masses pour "l'édification du pays", tentative de détruire l'U.G.T.A., organisation centralisée des travailleurs et de lui substituer des A.T.U. (sections corporatives d'entreprise) ? L'intervention d'OUKALI est fort instructive car elle montre comment les travailleurs luttent contre le pouvoir en faisant des A.T.U. qui visaient à atomiser l'U.G.T.A., des sections syndicales d'entreprises plus fortes numériquement par suite de l'obligation d'adhérer aux A.T.U. Par ailleurs, les différentes commissions mises en place par le pouvoir, qui visaient à intégrer plus étroitement les travailleurs à l'entreprise, sont devenues des commissions de contrôle de l'U.G.T.A. sur la marche de l'entreprise. Ce mouvement qui s'est largement développé au cours de l'année 1975 a ruiné "la gestion socialiste des entreprises", tandis que l'U.G.T.A. s'est renforcée et que la lutte des classes s'est aiguisée.

" ... Si l'on examine ces conditions de la mobilisation des travailleurs, nous remarquerons qu'il faudrait que les représentants élus des travailleurs soient à même de défendre avec intelligence les intérêts matériels et moraux des travailleurs et, par là-même, les intérêts de l'entreprise et son développement.
" Notre Fédération, depuis sa création et malgré toutes les difficultés rappelées plus haut, s'attache à défendre parallèlement les intérêts des travailleurs et des entreprises. Il nous a fallu rechercher l'attitude la plus juste et le dialogue ; le plus souvent nous avons posé les revendications tout en proposant des solutions tenant compte des intérêts des travailleurs et des entreprises.
" Enfin ... les travailleurs ont largement sensibilisé autour de la gestion socialiste des entreprises, attendant beaucoup de ce nouveau mode de gestion, cet attachement s'exprime par le nombre toujours grandissant de jeunes travailleurs désireux de participer aux diverses commissions qui seraient dégagées des élections des Assemblées des Travailleurs. "

Le plan triennal (1967-70) et le premier plan (1970-74) ne visaient qu'à renforcer la bourgeoisie en Algérie. La lutte des classes a imposé au pouvoir des modifications dans "les orientations du 2ème Plan." BOUMEDIENNE, soutenu par le P.A.G.S., a cherché à lier l'amélioration des conditions sociales à l'accroissement de la productivité.

Mais les travailleurs n'ont pas la même position. Des discours de BOUMEDIENNE et des orientations du Plan, ils n'ont retenu que :

- " - l'amélioration des conditions sociales de tous les travailleurs et plus particulièrement les plus défavorisés,
- " - l'édification d'une économie nationale, par une large industrialisation et la résorption graduelle du chômage,
- " - le développement et l'élargissement de la scolarisation,
- " - le développement de l'habitat,

" (qui) sont autant de points qui ont très largement sensibilisé les travailleurs parce que concrets
" (chaque jour aussi ces orientations gagnent des milliers et des milliers de sympathisants et constituent ainsi une force inébranlable). "

C'est précisément parce que les travailleurs se sont mis en mouvement pour réaliser ces objectifs que la lutte s'est engagée à tous les niveaux entre les délégués de l'U.G.T.A. et le pouvoir, une lutte de classes impitoyable entre la bourgeoisie et le prolétariat, une lutte qui révèle la véritable nature de classe du régime de BOUMEDIENNE et impose aux dirigeants de l'U.G.T.A. et même du F.L.N. de choisir leur camp.

Intervenant pour défendre les délégués de l'U.G.T.A., licenciés par centaines, OUKALI a été amené à dire :

- " Les travailleurs demandent simplement que leurs représentants soient respectés, que leurs instances soient respectées, en un mot, ils demandent une démocratisation de la vie politique, ils demandent une démocratie révolutionnaire à même de permettre à tous les militants sincères de lutter pleinement dans l'intérêt de notre pays et de notre peuple ",
- et de conclure : " Les travailleurs ont toujours souffert et continueront à souffrir tant qu'ils ne participent pas directement aux destinées de notre pays et de notre peuple. "

Une économie au service des travailleurs, la fin de l'arbitraire, la démocratisation de la vie politique, l'U.G.T.A. indépendante du pouvoir et au service des seuls travailleurs, la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est ce que veulent les dockers, c'est ce qu'ils imposeront !

U.G.
T.A.

QUAND LES COMMUNAUX D'ORAN S'OCCUPENT DE LEURS AFFAIRES

Le 25 Juillet 1974, un car transportant une cinquantaine d'enfants de la commune heurte deux voitures venant en sens inverse. Bilan : 9 morts, 25 blessés.

" L'enquête révéla, écrit "EL MOUDJAHID" du 1er août 1975, que le chauffeur était ivre et les moniteurs chargés de l'encadrement des enfants même pas agréés par la Jeunesse et les Sports.

" On se rend compte par la même occasion que depuis que la section a été élue en avril 1971, aucun bilan n'a été présenté aux travailleurs et encore moins de bilan financier, quand on sait que les oeuvres sociales de la section sont renflouées presque quotidiennement par des ressources aussi variées que multiples (salles de spectacles, cafés, bars, coopératives, cotisations, budget communal, etc...) "

Un tel scandale - il en existe des centaines d'autres - ne s'est pas produit dans une petite localité, mais dans la seconde ville d'Algérie !

Devant la passivité du Wali, une centaine de communaux va en délégation au siège du F.L.N. et impose la suspension provisoire de la direction de la section syndicale désignée par le F.L.N.

Le 12 mai 1975, les 4.000 communaux d'ORAN décident de tenir une Assemblée Générale Souveraine au Palais des Sports, de destituer la direction et de désigner une Commission de cinq membres chargés de préparer de futures élections.

Mais ni le F.L.N. ni la direction actuelle de l'U.G.T.A. ne pouvaient tolérer que les travailleurs reprennent possession de leur syndicat. Prétendant que la commission élue ne remplissait pas "les critères exigés par les textes" (!), le Commissariat du F.L.N. et l'Union de Wilaya essayèrent de faire trainer les choses, mais pas pour longtemps. Le 29 août, ils durent tenir une Assemblée Générale des Communaux et se résoudre à destituer l'ancienne direction.

Sans doute les communaux n'ont pas tout gagné. Les anciens responsables n'ont pas été châtiés, le F.L.N. a pu désigner une nouvelle direction à la section syndicale des Communaux d'Oran, mais en s'organisant dans le cadre d'Assemblées Générales Souveraines, en élisant leurs délégués en dehors du F.L.N., les communaux ont remporté une victoire. La voie qu'ils indiquent, c'est celle qu'ont suivie les métallurgistes de la S.N.S. de KOUBA et les dockers d'Alger. C'est la voie de l'indépendance de l'U.G.T.A. envers le F.L.N., c'est la voie de l'organisation de la classe ouvrière pour imposer ses délégués élus pour un véritable Congrès de l'U.G.T.A. sans ministres de BOUMEDIENNE et sans cadres du F.L.N. ou de l'A.N.P. et, demain, les députés de la classe ouvrière à l'ASSEMBLEE CONSTITUANTE SOUVERAINE !

Quelques N) "d'ALGERIE 75 " contenant le texte "Cercle d'études Marxiste Algérien tenu par les militants trotskystes algériens pour la reconstruction de la IVe Internationale à Paris et en Province, plus un dossier de textes du PAGES, du PRS, du CTA,..... etc sont encore à votre disposition, à la SELIO 87 rue du Faubourg St-Denis 75010 PARIS

ANGOLA : LES VIRAGES DE BOUMEDIENNE

BOUMEDIENNE EST-IL ANTI-IMPERIALISTE ?

Après l'effondrement du régime de Salazar-Caetano le 25 Avril 74, l'impérialisme portugais doit passer la main. Boumedienne, décolonisateur distingué offre ses bons offices à Spínola puis Soares puis aux dirigeants du MFA. Fin janvier 1975, la médiation aboutit à la signature des accords d'Alvor entre le Portugal et "les trois mouvements de libération de l'Angola reconnus par l'O.U.A. (le MPLA, FLNA et UNITA)" (Révolution Africaine du 5-15 Mai 1975)

En fait ces "Accords d'Alvor", inspirés par "l'esprit d'Alger" (qui s'était manifesté lors de l'accord Iran-Irak et qui avait abouti à l'écrasement de la rebellion Kurde) ne visaient qu'à imposer au MPLA, seul véritable mouvement révolutionnaire, une charte garantissant à l'impérialisme portugais ses investissements et la continuité de son pouvoir, comme l'établit clairement le point 55 de ces accords :

"Le gouvernement portugais d'un côté et les mouvements de libération de l'autre sont d'accord pour établir entre l'Angola et le Portugal des liens constructifs et étroits dans tous les domaines, technique, culturel, scientifique, économique, commercial, monétaire, financier et militaire, sur la base de l'indépendance de l'égalité, de la liberté, du respect mutuel et de la réciprocité d'intérêts"

C'est cette charte néo-colonialiste qui a servi de base au gouvernement provisoire MPLA-FLNA-UNITA, mis en place par le MFA.

Et cette politique de "réconciliation" d'union, seule garantie de l'indépendance" qu'Alger a défendue avec acharnement lors des rencontres de KINSHASA, BUKAVU, MOMBASSA et NAKURU où fut établi un accord établissant la fusion des groupes révolutionnaires dans le cadre d'une armée nationale, la fermeture de tous les camps d'entraînement, le désarmement de la population civile... Sur ce point, Révolution Africaine du 27/6 - 3/7 1975 écrit :

"Cet accord n'est pas parfait comme l'a souligné un représentant du MPLA mais il constitue indiscutablement une étape décisive vers le règlement définitif du conflit angolais qui a frolé d'un cheveu, la guerre civile et la "congolisation".

L'approfondissement de la révolution au Portugal, l'organisation du prolétariat angolais (milices armées, syndicats...) ont imposé à la direction bourgeoise du MPLA de rompre tous les accords de "réconciliation" avec le FLNA et l'UNITA et de combattre effectivement l'impérialisme et ses fantoches.

Devant l'ampleur des victoires du MPLA, Boumedienne, selon son habitude soutient bruyamment le MPLA, tout en approuvant l'envoi d'une mission "d'arbitrage" de l'O.U.A. à LUANDA, tandis que Bouteflika déclarait à l'ONU (El Moudjahid 11/10/1975):

"Alors que ce territoire (l'Angola) s'apprête à accéder à l'indépendance, les luttes fratricides qui opposent ses mouvements de libération (sic!) compromettent déjà les chances du futur Etat pour lequel ils ont combattu. Nous espérons que les tentatives actuelles menées dans le cadre de l'Organisation de l'Unité Africaine pour apaiser les rivalités et unifier les forces libératrices connaîtront un succès rapide. Nous en appelons à tous les responsables des mouvements angolais pour que, taisant leurs ressentiments et transcendant leur différents conjoncturels, ils n'aient pour seul objectif que la réalisation d'une indépendance..."

Les Etats-Unis, le Zaïre, l'Afrique du Sud arment et soutiennent le FLNA, préparent "la congolisation" de l'Angola.

Boumedienne, Bouteflika au nom de l'Unité de l'Afrique, interviennent non pas pour soutenir le peuple angolais mais pour les amener à se réconcilier avec ses pires ennemis ! Est-ce cela l'anti-impérialisme?

FRANCO TUE, BOUMEDIENNE S'EST TU !

Le 27 Septembre 1975, Franco faisait fusiller cinq jeunes espagnols. Frappée par le caractère arbitraire du procès et la froide volonté de vengeance d'un régime sinistre et moribond, qui perpétue ses méthodes depuis la fin de la guerre civile : la loi du talion, la répression sauvage, le garrot, la terreur, ... l'opinion ouvrière et démocratique internationale a vigoureusement réagi. De violentes manifestations ont aussitôt éclaté à Londres, Lisbonne, Rome, Oslo, Paris ... imposant aux chefs d'Etat d'Europe, au Vatican... le rappel de leurs ambassadeurs.

Le 1er Octobre, les deux organisations syndicales mondiales, la FSM et la CISL appelaient pour le 2, à une journée de protestation internationale. En Europe, les 28 Partis communistes soutenaient cette action et en appelaient aux travailleurs et aux démocrates contre le fascisme de Franco.

Mais Ford-Kissinger, les empereurs, rois et dictateurs d'Iran, d'Irak, de Jordanie, du Maroc, du Soudan... n'ont pas condamné Franco !

Le 2 Octobre, journée antifasciste internationale, El Moudjahid publiait un éditorial intitulé "indignation à sens unique" qui contestait certes le caractère sommaire des exécutions mais justifiait la passivité d'Alger par le fait qu'en d'autres cas "la conscience occidentale" ne se sent nullement dérangée et n'éprouve aucun besoin de protester".

Ainsi pour El Moudjahid "la conscience occidentale" c'est le mouvement syndicaliste international, la FSM et la CISL !

Cela est clair. Franco a tué, Boumedienne s'est tu !

En se trouvant "non aligné" dans le camp de la classe ouvrière internationale et des démocrates, Boumedienne s'est trouvé aligné dans le camp de Ford-Kissinger, de Franco, de Pinochet, celui de l'impérialisme et de la contre-révolution !

Qui n'éclatera pas de rire quand le Zaïm d'Alger parlera "d'anti-impérialisme" de "socialisme" et de "démocratie" ?

Tous les 15 du mois paraît un supplément à "Tribune Algérienne" pour la CONSTITUANTE ALGERIENNE : "TRIBUNE ALGERIENNE - ARGUMENTS".

Vous trouverez ce numéro auprès des diffuseurs de TRIBUNE, à la SELIO..... et dans les librairies.

KAMPALA : LE 12e SOMMET DE L'O.U.A.

Du 28 Juillet au 1er août, les dirigeants de l'O.U.A. ont beaucoup débattu et peu résolu : La désarticulation de l'économie, la paupérisation croissante des masses rurales, le chômage chronique et massif, les bidonvilles, le pillage des matières premières par l'impérialisme, la désertification du Sahel, l'analphabétisme ... ne furent pas sérieusement traités et aucune solution proposée. Et pour cause !

Quelle position adopter en Angola, lorsque l'O.U.A. a reconnu à la fois le MPLA seul véritable mouvement de libération nationale, le FLNA armé par les Etats-Unis et soutenu par le Zaïre et l'UNITA, crée par la CIA et soutenu par l'Afrique du Sud ?

Comment peut-on soutenir la guerre de libération du peuple d'Erythrée, quand le seul représentant de ce pays à l'O.U.A. est celui de l'Ethiopie, qui massacre ce peuple avec l'aide de l'Iran et des USA ?

Comment soutenir le mouvement de libération du Sud Soudan et le boucher Nemeiry qui les massacre ?

Il n'est donc pas étonnant que sur la Palestine, l'O.U.A. ait adopté une position conforme aux vues de l'impérialisme US : pas de retrait d'Israël de l'O.N.U.

El Moudjahid pleurniche sur la position prise par l'Egypte dont :

"La position surprend par le degré de gravité qu'elle atteint lorsque semant la confusion voire la discorde au sein du sommet de l'O.U.A. va jusqu'à proner une modération qui ne pouvait conduire qu'à la non adoption par les chefs d'Etat de la recommandation du Conseil ministériel".

Comme si l'O.U.A., club distingué de dictateurs et de fantoches oppresseurs de leurs peuples, pouvaient remettre en question les positions de l'impérialisme en Afrique !

Depuis 1962, le bilan anti-impérialiste de l'O.U.A. est bien léger. Alors pourquoi continuer à dépenser des milliards pour participer à cette Assemblée de laquais, manipulés par l'impérialisme.

L'argent dilapidé ne serait-il pas mieux utilisé pour construire des routes, des hopitaux et des écoles en Algérie ?

.../...

PALESTINE -

PALESTINE

A "petits pas", mais avec obstination, KISSINGER est parvenu - provisoirement - à réaliser ce que Rogers n'avait pas pu faire: obtenir un accord militaire puis politique et bientôt économique entre ISRAEL dans ses frontières de 1967 avec rectifications dans le GOLAN, SINAI et l'EGYPTE.

Boumedienne a beaucoup protesté contre cet accord, mais dans la coulisse, il a approuvé. Comment aurait pu dénoncer un accord soutenu par l'IRAN, bailleur de fonds de Sadate, par l'IRAK qui ne cesse de faire des avances à Kissinger et par l'Arabie Saoudite, qui, selon le quotidien EL QABAS, aurait accordé à l'Egypte un prêt d'un milliard de dollars sans intérêt, pour la signature de l'accord israélo égyptien dans le SINAI -- Monde 9 octobre 1975).

Boumedienne, révolutionnaire aurait rompu ses relations diplomatiques avec l'Egypte, l'Iran, l'Arabie ... Il aurait indiqué que cet accord séparé était contraire aux décisions des sommets de Khartoum, d'Alger et de Rabat. Il en aurait appelé aux masses pour renverser les régimes réactionnaires des rois, des féodaux, du Shah et de Sadate qui se préparent allègrement à trahir la cause du peuple palestinien.

Mais Boumedienne n'est pas révolutionnaire, ni anti-impérialiste, ni pour la révolution palestinienne. Boumedienne laisse faire.

LIBAN -

LIBAN

L'accord israélo-égyptien signé, il fallait passer à la seconde étape du "plan de paix américain": écraser la révolution palestinienne. Sadate profita des critiques émises par l'OLP pour liquider ses palestiniens, Hussein le boucher leur interdit toute activité, la Syrie les embrigada dans la Saïka. Il ne restait plus que le Liban.

Tandis qu'Israël écrasait Le Sud liban, les phalangistes tentèrent de réaliser ce qu'ils n'avaient pu faire en 1969, 1970, 1971 et surtout en avril 1973; écraser les palestiniens. Ni les provocations des phalanges ni l'intervention de l'armée ne parvinrent à dresser les travailleurs musulmans contre la Résistance.

Aujourd'hui c'est la guerre civile, et à juste titre El Moudjahid du 15 octobre 75 souligne que le conflit religieux recouvre un conflit de classe, les musulmans constituent le prolétariat et les deux cents familles chrétiennes s'approprient plus de la moitié du revenu national, l'Eglise possédant à elle seule 30% des terres et 90% des écoles et hôpitaux.

Mais pourquoi alors ne pas s'engager, exiger l'expropriation des bourgeois et de l'Eglise, la distribution gratuite des terres aux paysans pauvres ... ?

Boumedienne se contente de soutenir "la diplomatie syrienne (qui) a joué un rôle de premier plan. Les bons offices de la Syrie ont "dédramatisé" les affrontements..." (Révolution Africaine du 17 - 23 octobre).

SAHARA ESPAGNOL -

Pour Boumedienne, ce n'est pas un échec, c'est un désastre. Sur le plan diplomatique, tous les chefs de la "Nation Arabe" se sont retournés aux côtés d'Hassan II. Comme la majorité des membres de l'OUA (voir article de TRIBUNE, Arguments).

Le Maroc et la Mauritanie, s'entendent avec l'Espagne pour se partager le Sahara, avec la bénédiction des USA et de l'ONU!

Sur le plan intérieur, Hassan II a réussi à consolider son trône branlant. Boumedienne n'a pas osé mobiliser les masses algériennes car il redoute la révolution prolétarienne... en Algérie!

Le PPD (PC Marocain) d'Ali Yata, a même exposé dans sa revue "AL BAYANE" que Boumedienne, allié de FRANCO, était un impérialiste déguisé, défendant l'autodétermination pour un pays de 60.000 habitants dépendant des multinationales qui exploitent les phosphates pour mieux l'asservir!

Le PADS, le FLN, le ANP ont soutenu le pouvoir, mais les masses n'ont pas marché. La cause du FLN, de l'ANP, du PADS, de Boumedienne, ce n'est pas leur cause.

QUELQUES QUESTIONS AUX MILITANTS DU P. A. G. S.

Dans le n° paru le 1er Juin 1975 de SAOUAT ECH CHAAB on écrit : "Il (le décalage entre les orientations officielles ... et leur application ... c'est-à-dire celles de Boumedienne et de la bourgeoisie algérienne (MDLR) fait courrir le risque d'une remise en cause générale de ses acquis (de ses orientations) si ce décalage pas corrigé à temps en mettant en oeuvre d'une façon très ferme la démocratie dans le cadre des options révolutionnaires de notre pays"

Ainsi donc, SAOUAT ECH CHAAB avoue qu'il n'y a pas de démocratie ... y compris "dans le cadre des options révolutionnaires de notre pays". Passons - mais nous y reviendrons ! - sur les "options révolutionnaires" "Tribune Algérienne" (1, 2, 3 et 4) et "Algérie 75" démontrent avec clarté que les options économiques et politiques du régime de Boumedienne, ne servent que les intérêts de l'impérialisme et de la débile bourgeoisie algérienne..., pas ceux des masses !

Pour SAOUAT ECH CHAAB la "démocratie dans le cadre des options révolutionnaires de notre pays" signifie bien évidemment la démocratie pour ceux qui soutiennent le pouvoir et ses options.

Tous les lecteurs de "Tribune Algérienne" (et surtout de SAOUAT ECH CHAAB) savent que le P.A.G.S. soutient le régime, le pouvoir et ses options (ce qui est son droit) dès lors, ne faudrait-il pas écrire clairement : ... Nous (P.A.G.S.) qui soutenons le pouvoir et ses options révolutionnaires... exigeons la démocratie (pour nous P.A.G.S.), c'est-à-dire la reconnaissance de notre organisation, le droit (pour nous) de presse et de réunion... Pourquoi SAOUAT ECH CHAAB évite-t-il soigneusement de poser cette revendication légitime ??

Les militants de "Tribune Algérienne" combattent et combattront pour la reconnaissance, le droit d'expression, de réunion et d'organisation de toutes les organisations et militants qui se réclament de la démocratie ou du socialisme y compris le P.A.G.S.

* *
**

Quelques lignes plus loin, dans ce même numéro il est écrit "celle-ci (la démocratie) est définie comme la démocratie en faveur des couches laborieuses et des forces progressistes, le refoulement des activités réactionnaires"

Pour notre part nous sommes inconditionnellement du côté de ceux qui combattent contre la réaction et l'impérialisme. Dans ce cadre nous pensons que ce combat ne peut être mené de façon conséquente que par la classe ouvrière et la paysannerie pauvre, les masses laborieuses en général. Il serait vain de demander à la bourgeoisie algérienne, nourrie des miettes que lui accorde l'impérialisme et totalement inféodée à celui-ci, de mener un tel combat.

Dès lors "la démocratie en faveur des masses laborieuses" signifie la possibilité pour celles-ci de S'ORGANISER dans leurs propres ORGANISATIONS INDEPENDANTES

Pourquoi SAOUAT ECH CHAAB ne met-il pas en avant ces revendications légitimes des masses ? ?

* *
**

"L'essentiel ce n'est pas pour ou contre le PARTI-FLN, pour ou contre le 19 Juin 65, pour ou contre le communisme"... questions anecdotiques, somme toute "secondaires" écrit le P.A.G.S.

Les lecteurs de "Tribune Algérienne" et d'"Algérie 75" savent ce que le PCA

.../...

(ancêtre du P.A.G.S.) déclarait à propos du FLN et du "coup d'Etat réactionnaire, anti-démocratique appuyé par l'impérialisme américain".

Le P.A.G.S. désavouerait-il le P.C.A. ?

Autre question : les militants qui combattent contre les tenants du pouvoir - ceux qui ont perpétré le coup d'Etat du 19 Juin 65 - qui combattent pour le communisme en Algérie ont-ils le droit de s'exprimer de s'organiser ?

* *

"NON AUX DIVERSIONS ou aux STRUCTURES non-adaptées aux aspirations et à l'action des masses laborieuses, et de fait contrôlables par la droite ! " FORT BIEN ! Le FLN et toutes les structures mises en place par le régime sont contrôlées par la bourgeoisie. Le FLN est une "structure non adaptée aux aspirations et à l'action des masses" (et pour cause, c'est le parti de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie!) Dès lors peut-on être pour "un FLN rénové" ?

* *

UN AVEU : "Ils (les réactionnaires (sic) engagent des actions subtiles de dénigrement des réalisations gouvernementales, s'appuyant pour cela sur des faiblesses qui se répercutent sur les conditions de vie, matérielles et morales des masses populaires et des couches moyennes". Prenons acte que pour SAOUAT ECH CHAAB, les réalisations gouvernementales ont des répercussions sur les conditions de vie matérielles et morales des masses populaires et des couches moyennes !

SAOUAT ECH CHAAB passe gentiment (prend-t-il ses lecteurs pour des analphabètes?) sur les répercussions !

- 1 million d'immigrés, vie chère, chômage massif, désertification du pays ... 60 % des revenus des hydrocarbures pour nourrir sur la base du rationnement la population algérienne !...

- aucun droit d'expression, de réunion... s'agit-il simplement de faiblesses ? Ce régime a disposé de 10 ans pour accomplir les tâches que le régime précédent ne pouvait accomplir ! Faiblesse ou faillite ??

* *

"Ils (toujours les réactionnaires) aggravent ces difficultés par l'inertie, le sabotage, les incitations à la grève dans des secteurs précis".

Ces réactionnaires sont bien forts qui, alors qu'ils sont combattus, sans relâche par le régime, réussissent néanmoins à aggraver les difficultés ! Boumedienne n'a donc pas réussi en 10 ans, avec tous les moyens dont il dispose (ANP, gendarmerie, FLN... et l'appui des masses selon le P.A.G.S.) à "liquider" la réaction ? Bien plus selon SAOUAT ECH CHAAB celle-ci s'est renforcée ! le régime de Boumedienne pourra-t-il jamais y arriver ?

Les grévistes de la SNS de Kouba, les dockers, de l'ITE de la Bouzaréah, les lycéens, ... apprennent par la voix de SAOUAT ECH CHAAB que leurs grèves sont manipulées par la réaction !

Certes, le P.A.G.S. déclare que les grèves sont manipulées par la réaction dans certains secteurs seulement

Quand la grève sera-t-elle -comme le disait leur camarade Thorez - l'arme des trusts ?

* *

من المصنف الوطني والإداعي والتلفزيوني. وهذا يفرض أن الحريات
الجوهرية هي: حرية الصحافة، حرية الاجتماع، حرية الكلمة و
حرية التنظيم سوف تعود جمعيها.

أنه من الطبيعي استغلالي نتيجة حزب التحرير التي أدت إلى
تزييف الحركة العامية والوطنية (قدما UGTA, PCA, FLN, MNA) كلها
قادره على التعبير.

وأيضا سوف يكون هناك من الشروط الأولى هو هيمنة سياسيه
جديدة على الجزائر التي سوف تأخذ بعين الاعتبار جميع المشاكل وتكون
مفتوحة أمام جميع العمال، الفلاحين، الشباب والنساء.

الكلام للعمال، للنساء، إلى الشباب!

وعا أن الفترة بين سنة 65-75 قد انتفتت حل يوجد وقت الاعطاء
الكلمة إلى العمال، النساء، الفلاحين والشباب؟

الميثاق يجب تخضيره ويصقرا طمحا بوسطة الشعب!

الفلاحين الفقراء يجب أن يستطلعوا الاجتماع في كل دوار - منته
لتخضير مطالبهم وانتخاب الممثلين عنهم هؤلاء سوف يجتمعون
على مستوى الدائرة.

العمال يستطيعون إنشاء وتقديم مطالبهم وانتخاب نوابهم
أحسن وأفضل من العمل الذي سوف تقوم به ال PDG أو البير و قراطيه.

الشباب والنساء هل لا يستطيعون الانتخاب نوابهم؟

الجنود هل لا يستطيعون الانتخاب نوابهم من صفوفهم؟

هذا كل ممكن! وهذا ضروري!

من أجل سيادة الجمعية التأسيسية!

أبو مدين لم يحسن ولم يحدد سلطة النواب الممنولة في الجمعية

الوطنية والممثلين عن الفلاحين والبروليتاريا والنساء والشباب.

في نطاق حيث ستكون هناك حرية الكلام الديكتاتورية في البلاد

هم سوف يحتفظون بجميع السلطات. وهذا يظهر أن الجمعية

الوطنية الشعبية التي تتحدث عنها أبو مدين لا تكون

هو واثق جيداً أن الشعب كاد موريا يقع بين الشعب

والذي سوف يكون من نتيجة تفكك الجيش
و تصفيه نظامه

هو يخشى أن يرى الشعب يستولي على انتخابات المجلس
الوطني من أجل تنظيم نفسه.

وأيضا هو يركز على المبرر الديمقراطي للميثاق ولكن
يقول هو أيضا أن الميثاق يجب أن يوافق مع مذهب الحزب،
ويتناول الثلاثة ثورات: الصناعية، والزراعية، الثقافية.

وما هي هذه الديمقراطية التي يريد أن يعطيها إلى
الشعب على شرط أن يكون الشعب موافقا مع قيادته.

أما أن يعطي الشعب الكلمة و في هذه الحالة يستطيع أن
يتحدث عن جميع المشاكل وما أن الشعب ما زال قاهرا نحن
التحدث في مشاكله وأنه لا يوجد لهذا الشعب سوى أن
يتحدث و يتكلم عن خطاب أبو مدين فقط.

أبو مدين قال أن الفترة التي بدأت منذ 1965-1975

قد انتهت لأن البرجوازية الجزائرية غير قادرة على
حل المشاكل المطروحة منذ الاستقلال، انتهت لأن
نظام الطبقة العاملة قد بدأ منذ سنة بشكل جديد.

أبو مدين حدد موعد الانعقاد اجتماع حزب
ال FLN وهذا الموعد سيكون قبل 76 يونيو لتعويض المرحوم

الواسع للنقاش الديمقراطي حول الميثاق الوطني وأن الوطن سوف
يعين جميعه وطنيه شعبيه تنتخب بواسطة الشعب العام

ولكن أكثر من أربعة شهر قد مر ولكن النقاش

الديمقراطي لم يبدأ الآن. أبو مدين قال جميع الآراء يستطيع الحابها توضعها في

و ان نفس هذه الطبقة الحاكمة الهزيلة الواهنة قد
فوضت و عهدت بسلطانها السياسي الى ابو مدين
و الى زمره ككلو نياكار A. ١٧٢.

في الحقيقة ان هذا الخطاب يوغى و يظهر في مستنواها
الأعلى الا زمة التي سود الطبقة البرجوارية و دولتها
و التي لا تعلم كيف توغى العمل للطبقات العاملة
ولا أيضا الخبز والعيش ولا الحريات التي ناضلت
هذه الطبقات العاملة من اجل الحصول عليها.

بالأمرى أن هذا الخطاب يوغى ان هذه القيادة
التي سيطرت على الحكم عن طريق القوة في ١٩٦٥ ان هذه
القيادة لا تستطيع ان تستعمل نفس اساليبها السياسية
من اجل خلود و بقاء سيطرتها على الحكم.

في كل سنة يزاد خلال المجلس الثوري . و جميع

الاعضاء المكونة له والمختلين عن الولايات الداخلية هم :

طاهر زيري ، هندو الحاج ، صالح بن بيدر ، يوسف خطيب
شعباني ، و كل هؤلاء جميعا قد استبعدوا .

ابو مدين يحكم و عميدا ، في هذه الحظرة ان الطبقات
العاملة لا تقبل نهائيا . ظروف الحياة التعيسة ولا تقبل اي
عن وجود الحرية الديمقراطية .

و اي ميثاق وطني ؟

ابو مدين يعلم جيدا أن انفراده في سلطته يولد انفجار
اجتماعي يوشك على الاسقاط والاطامه بنظامه .

تكوين الجمعية الوطنية الشعبية ، وانتخابات الرئاسة
وهذه القرارات تظهر على فشل سياسة الحكومة
منذ 19 juin 65 .

أبو مدين أعلن في الحل أي في خطابه عن تكوين
لجنة وطنية تقوم بتقديم مشروع "الميثاق الوطني"
وأن هذا الميثاق سوف يكون معرضا لانتقادات كل شخص
وكل اعتقاد في الحرية الكاملة .

نحن قلنا سابقا - ولأية مشكلة طرحته منذ الاستقلال
الوطني ووجدت علما الجميع والسليم .
لماذا أبو مدين يدعو الآن إلى تكوين الجمعية
الوطنية الشعبية ، وكان قد دعا مداغري إلى
تكوين هذه الجمعية قبل اغتياله بسنة أشهر ؟

قيادة الـ PAGES هي القيادة الوحيدة التي انشأت
بالسبب الجديدة للزعيم . كل جزائري يعرف
عبدان الفريق الذي استولى على الحكم بواسطة الانقلاب
هم : - عبد السلام ، وفائد أحمد - شريف بلفا سم
أبو قلفيغ انما زمر برجوازية بفتية أبو مدين
وأن هذه الزمر تدافع عن مصالح الطبقة البرجوازية
وليس عن مصالح البروليتاريا أو الفلاحين الفقراء .
في الحقيقة أن هذه الطبقة الحاكمة هي جزء لا يتجزأ من
البرجوازية العالمية والتي يبدوا النفوذ الاقتصادي

الجمعية الوطنية الشعبية

١

سيادة الجمعية التأسيسية

ابو مدين قار في خطابه بتاريخ 19-06-1975 و أو غم في خطابه عن النهضة العشرية وقال ان الخطوة التي بدأت بتاريخ 19-06-1975 قد اتتمت الآن.

ولكن ولا اية مشكلة حيوية طرحت منذ الاستقلال الوطني وحلّت مشكلة العاطلين عن العمل، الازمة السكنية، المواصلات، الهجرة الى فرنسا، الحربية الديمقراطية، ومشكلة تحسين مستوى المعيشة للطبقات العاملة.

كل عامل يعرف جيدا انه ليست الطبقة العاملة هي المسرفة ولكن الانتاج ليس كافيا يعني ان "الثورة الزراعية" لم تنجز.

كل هاجر وكل امرأة، وشاب وعاطل عن العمل يعلم جيدا ان الثورة الصناعية لم تُعمل لانه يجد نفسه بدون عمل أو منفى في الخارج.

كل جزائري يرى ان الحربية الديمقراطية هي في: - حربية الصحافة، حربية الكلام، حربية الاحتجاج وهذه الحريات التي يراها لا توجد.

هل هو انفتاح ديمقراطي؟ أو أزمة في الحكم؟

القرارات المعلنه بتاريخ 19 يونيو 1975 في خطاب ابو مدين هي: . اجتماع مقبل للحزب F.L.N ، انتخابات من أجل